

Burundi : les partis se concertent en vue des futures élections

Jeune Afrique, 22/05/2013 Par Tshitenge Lubabu M.K., envoyé spécial à Kayanza Une rencontre consacrée aux propositions d'amendement du code électoral s'est ouvert mercredi 22 mai dans le nord du pays. L'événement est organisé par le ministre de l'Intérieur et s'adresse aux dirigeants des formations politiques. C'est à Kayanza, chef-lieu de la province du même nom, à quelque 113 km de Bujumbura, que les responsables des partis burundais se sont donné rendez-vous. Chacun doit désormais proposer des amendements au code électoral de 2009, afin de préparer de manière sereine les prochaines élections générales, en 2015.

Les derniers scrutins datent de 2010. Ils s'étaient soldés par un retrait de tous les candidats de l'opposition à mi-parcours de la présidentielle. Ceux-ci dénonçaient des irrégularités commises, selon eux, par le pouvoir. Cette situation avait provoqué de vives tensions et laissé peser de sérieuses menaces sur la paix et la stabilité de ce pays d'Afrique centrale. L'atelier de Kayanza s'inscrit dans la suite logique de celui organisé en mars par le Bureau des Nations unies au Burundi (BNUB), qui réunissait pouvoir et opposition. Il était centré sur la préparation du processus électoral de 2015. À l'issue des travaux, une feuille de route avait été adoptée par les deux camps. Pour le ministre de l'Intérieur, Edouard Nduyimana, cette nouvelle rencontre « est une preuve que le gouvernement a choisi le dialogue politique comme mode de gouvernement. » Renonciation à la violence De son côté, le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU au Burundi, Parfait Onanga-Anyanga, a mis l'accent sur la renonciation des hommes politiques à la violence comme moyen d'expression dans un pays où il y a encore trop de blessures non cicatrisées. « D'où l'intérêt, a-t-il insisté, de préparer les échéances électorales dans un cadre apaisé » et de faire en sorte que « le futur code électoral donne les gages d'impartialité. » Parfait Onanga-Anyanga a également exhorté les uns et les autres à ne pas retarder le processus à travers des passions et des positions maximalistes. Quant au deuxième vice-président de la République chargé des questions politiques, Thérence Sinunguruza, que le but de ces consultations entre les partis burundais est de « parvenir pour éviter d'être amené à guérir. » Pour y arriver, a-t-il indiqué, « il est impératif que le processus soit inclusif et que les prochaines élections soient libres et apaisées. La concertation de Kayanza, qui doit s'achever samedi 25 mai, se tient à un moment où, ces dernières semaines, le Burundi a encore été le théâtre d'attaques meurtrières dans la localité de Gatumba, non loin de la capitale, Bujumbura. Ces actes, selon de nombreux observateurs, ont un caractère politique et leurs auteurs s'en servent pour intimider leurs adversaires. Cela n'est pas moins de deux ans des prochaines élections.